

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Poitiers, le 04/03/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Bolloré Energy

24 route du 21ème Siècle
86360 Chasseneuil-Du-Poitou

Références : 2026 198 UbD 16-86 Env
Code AIOT : 0007201443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement Bolloré Energy implanté 24 route du 21ème Siècle 86360 Chasseneuil-du-Poitou. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Bolloré Energy
- 24 route du 21ème Siècle 86360 Chasseneuil-du-Poitou
- Code AIOT : 0007201443
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site de Bolloré Energy de Chasseneuil du Poitou stocke du gazole et des additifs. Il est équipé d'un poste de chargement-déchargement par camion et de déchargement par wagon.

Le site de Bolloré Energy de Chasseneuil du Poitou stocke du gazole et des additifs. Il est équipé d'un poste de chargement-déchargement par camion et de déchargement par wagon. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut au titre de la rubrique 4734 de la nomenclature du fait

d'un stockage de carburant excédant le seuil de 25 000 t.

La société Bolloré Energy exploite à Chasseneuil-du-Poitou une installation de stockage d'hydrocarbures soumise à autorisation environnementale. Les installations, classées Seveso seuil-haut, sont constituées de 7 bacs permettant le stockage de plus de 29 000 t de fioul et de gasoil, d'une piste de dépotage par trains, d'une piste de dépotage par camions, et d'une piste de chargement de camions. Le site emploie actuellement 2 personnes.

Au titre des ICPE, l'activité a été autorisée par arrêté préfectoral n° 1772 du 4 août 1964 délivré à la société Esso. Le site a été repris par la Société Anonyme de Gestion de Stocks de Sécurité (SAGESS) en 2001, puis par la société Picoty en 2006 et enfin par Bolloré Energy en 2018. À ce jour, l'activité principale du site demeure le stockage stratégique pour le compte de la SAGESS, l'exploitant étant tenu de maintenir celui-ci à plus de 90 % de ses capacités. Les rotations sont par conséquent assez faibles, de l'ordre d'une centaine de mètres cubes par jour et moins de 20 000 m³ par an, et sont essentiellement destinées à renouveler les produits.

Les produits stockés sur le site sont des liquides inflammables présentant un point éclair supérieur à celui de l'essence, et ont par conséquent tendance à moins facilement se volatiliser une fois répandus sur le sol. Outre le risque d'épandage sur le sol ou d'incendie, ce type de stockage peut conduire à l'explosion de bac en cas de montée en pression de celui-ci, ou encore au phénomène de boil-over, résultant de la vaporisation rapide de l'eau présente en fond de bac et conduisant à une explosion avec boule de feu et projections.

Le site est autonome en matière d'extinction incendie, et possède notamment ses propres réserves d'eau et d'émulseurs. Chaque scénario accidentel identifié dans l'étude de dangers a fait l'objet d'une réponse programmée afin que l'opérateur n'ait à presser qu'un bouton pour déclencher le système de défense incendie (canons à eau, rideaux d'eau, boîtes à mousses). Ce déclenchement peut être effectué à distance, le site étant notamment équipé de nombreuses caméras permettant une intervention rapide en dehors des heures ouvrées. En cas de défaillance, 30 minutes sont nécessaires à l'opérateur pour rejoindre le site.

Un APC a été pris en septembre 2025 pour prescrire différentes dispositions additionnelles (confinement des eaux d'extinction au niveau du PCC...) et prendre acte de l'étude de dangers révisée remise à l'été 2025.

Lors de l'inspection, l'exploitant précise que le budget d'exploitation du dépôt est de l'ordre de 300 k€ par an. A noter que le contrat avec la SAGESS (stockage stratégique) devrait s'interrompre en 2028. L'avenir du site n'est pas encore connu en cas de non reconduction du contrat avec la SAGESS. Une possibilité cessation d'activités et/ou réaffectation de l'activité (stockage de carburants "décarbonés"...) du site est envisagée dans ce cadre.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Analyse PFAS/AOF eaux de surface	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
10	Vérification des protections foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article III	Demande d'action corrective	6 mois
13	MMR – vanne fusible sécurité positive pied de bac	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Demande d'action corrective	1 mois
17	PM2I – vérifications périodiques bac 7	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Demande d'action corrective	6 mois
20	Matériels utilisables en zone ATEX	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 et 65	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protections incendie – feu de cuvette bac 7	AP Complémentaire du 13/03/2015, article 2	Sans objet
2	Ressource en eau pour la DCI	AP Complémentaire du 29/09/2025, article 5.3	Sans objet
3	Ressource en mousse pour la DCI	AP Complémentaire du 29/09/2025, article 5.4	Sans objet
4	Principe de fonctionnement de la défense incendie / automatisme	AP Complémentaire du 29/09/2025, article 5.6	Sans objet
5	Essai de performance DCI	AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.7	Sans objet
6	Réseaux de collecte et plans	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Sans objet
7	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 55	Sans objet
9	Vérification des	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	installations électriques	01/12/2006, article 4.3	
11	Utilités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
12	MMR – sondes NTH bacs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Sans objet
14	MMR – détection liquide HCT	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5	Sans objet
15	PM2I – recensement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, section I	Sans objet
16	PM2I – état initial (bac 7)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
18	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7	Sans objet
19	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de relever notamment que:

- les non-conformités observées lors de la précédente inspection ont été traitées;
- les essais fonctionnels de la DCI, de la détection liquide HCT et de la détection NTH autour du bac 7, demandés par l'inspection, se sont avérés concluants;
- les contrôles périodiques réalisés sur les MMR sont réalisés aux échéances requises et le contenu des contrôles est conforme aux exigences de la fiche descriptive des MMR associées;
- le suivi des contrôles périodiques du bac 7 au titre du PM2I est réalisé sérieusement ;
- la gestion de la conformité matérielle ATEX est globalement satisfaisante.

Toutefois, quelques constats ont été mis en lumière et font l'objet de demandes d'actions correctives tracées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protections incendie – feu de cuvette bac 7

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/03/2015, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : cf. EDD du site Protection des réservoirs a) Couronnes Les couronnes sont mixtes et sont équipées de micro-générateurs.

b) Boites à mousse

Chaque réservoir est équipé, selon sa taille, d'une à cinq boites à mousse.

Protection des cuvettes : La protection des cuvettes est assurée par les couronnes des bacs alimentées en pré mélange et le complément de mousse est réalisé par les déversoirs des cuvettes ainsi que par des canons.

Constats :

A la demande de l'inspection, les moyens de lutte incendie définis dans la fiche réflexe du POI « Feu de cuvette du bac 7 » ont été mis en œuvre (par convention, l'émulseur a été coupé).

L'inspection a donc constaté le bon fonctionnement :

- des 4 canons à eau prépositionnés autour de la rétention du bac 7 ;
- des couronnes d'arrosage des bacs 6 et 7 (aucune buse d'aspersion n'a été vue obstruée) ;
- des dispositifs de type queue de paon le long de la rétention.

Pour chaque équipement en fonctionnement, l'aspersion en eau a été vue homogène.



Le démarrage des groupes moto-pompes incendie a été observé. Aucune anomalie n'a été observée sur leur fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ressource en eau pour la DCI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2025, article 5.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure en permanence de disposer d'au moins 393,8 m³ d'eau pour assurer la défense incendie du site.

En cas de sinistre, l'exploitant met en œuvre la réalisation de ses réserves incendie (de capacités respectives 900 et 500 m³) à partir du réseau d'eau de ville suivant un débit de 100 m³/h.

Toute modification des besoins en eau liés aux scénarios d'incendie doit faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de l'inspection avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : Les deux réserves de 900 et 500 m ³ étaient bien en eau lors de l'inspection ; ce qui garantit amplement les besoins pour procéder aux opérations d'extinction le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ressource en mousse pour la DCI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2025, article 5.4
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose en permanence de 9,6 m ³ d'émulseurs (conformes aux exigences du Règlement européen du 20/06/2019). Toute modification des besoins en émulseurs liés aux scénarios d'incendie doit faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de l'inspection avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.
Constats : La réserve d'émulseur au jour de l'inspection était de l'ordre de 14 m ³ ; ce qui garantit amplement les besoins pour procéder aux opérations d'extinction le cas échéant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Principe de fonctionnement de la défense incendie / automatisme

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/09/2025, article 5.6
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Afin de permettre une mise en œuvre rapide et adaptée au sinistre, le système de défense contre l'incendie est entièrement commandable : - en semi-automatique à distance à partir d'une tablette numérique ou d'un portable d'astreinte ; - en semi-automatique à partir du local de surveillance de l'exploitation du dépôt ; - en manuel depuis le local DCI du dépôt. À chaque scénario visé dans le plan d'opération interne est associée une commande permettant la mise en service programmé des moyens fixes (pomperies, proportionneur, vannes, déversoirs, boîtes à mousse, couronnes). Afin de faire face avec le maximum d'efficacité à l'évolution dûment constatée d'un sinistre par le responsable de la mise en œuvre du POI, ce système automatisé est débrayable pour adapter la mise en œuvre des différents moyens de lutte contre l'incendie.
Constats : L'inspection a procédé à un bon essai de fonctionnement de la DCI lié au scénario « Feu du cuvette bac 7 ».

La mise en route de la défense incendie a été réalisée à distance à partir d'une tablette numérique à disposition de l'exploitant (mode semi-automatique). Le scénario du POI y était bien précisé. L'essai a été réalisé avec succès.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Essai de performance DCI

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/05/2024, article 3.7

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Suivant un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de réaliser un essai de performance de la défense incendie de son établissement de sorte à justifier que les taux d'application / débits d'aspersion réels des équipements de la DCI (couronnes, boîtes à mousse, déversoirs...) sont conformes aux taux / débits théoriques attendus d'être respectés.

L'exploitant transmet le résultat de cet essai et conclut à la conformité de la défense incendie de son établissement ; dans le cas où des écarts seraient observés, l'exploitant propose alors à l'inspection, un plan d'actions visant à résorber les anomalies constatées suivant un calendrier raisonnable de mise en œuvre.

Constats :

Un essai de performance a bien été réalisé. Le rapport en découlant a été transmis à l'inspection. Il s'avère que les débits réels / taux d'application des installations de la DCI sont cohérents avec la somme des débits / taux théoriques calculés dans l'étude de dangers.

Ces éléments permettent de satisfaire à la prescription supra.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Réseaux de collecte et plans

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53

Thème(s) : Risques chroniques, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI 2025 :

Le plan des réseaux présenté par l'exploitant date de 2005.

Ce plan consigne deux réseaux dont celui d'eaux pluviales et celui des eaux susceptibles d'être polluées. Les secteurs collectés sont représentés ainsi que les ouvrages particuliers (regards, décanteur...).

En revanche :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation sanitaire, pour la défense incendie ne sont pas représentées ;
- les réseaux d'eaux susceptibles d'être polluées et les eaux pluviales propres convergent en

certain points de dilutions (voir tracé des effluents des postes de chargement) ;

- les pompes de relevage, vannes ne sont pas représentées ;
- les regards coupe-feu ne sont pas légendés ;
- les ouvrages épuratoires de type décanteurs intermédiaires du site (situés en aval poste chargement, en aval après pomperie chargement, au niveau de la pomperie wagon) ne sont pas légendés sur le plan ;
- la communication hydraulique entre le trop plein du décanteur général du site (15 m³) et la cuve tampon eaux polluées n'est pas représentée ;
- etc

Le plan des réseaux doit être remis à jour pour répondre aux exigences réglementaires et être revu intégralement.

L'exploitant a indiqué ne jamais avoir procédé à des opérations de curage et de contrôle de l'étanchéité des réseaux. Ces opérations sont prévues selon ses dires en 2025.

Enfin, l'inspection s'est intéressée au respect de la prescription suivante : « Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes ». Le plan des réseaux étant incomplet, l'inspection a identifié sur le terrain la présence de regards siphoniques coupe-feu (dotés de coudes plongeurs) au niveau de l'aire de chargement camion, en aval des cuvettes de rétention des stockages de carburants (vu pour celui associé à la cuvette de rétention 2). Une garde hydraulique suffisante des regards inspectés a été observée par les inspecteurs (coudes plongeurs vus immergés). L'exploitant a, en revanche, indiqué ne pas réaliser de suivi de la garde hydraulique.

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- mettre à jour le plan des réseaux aqueux pour répondre aux exigences réglementaires supra et aux remarques de l'inspection ;
- réaliser un curage des réseaux aqueux du site et un contrôle de l'étanchéité et de l'intégrité de ces derniers dont plusieurs portions sont valorisées pour le confinement des eaux d'extinction d'incendie ;
- réaliser des contrôles périodiques de la conformité de la garde hydraulique des regards coupe-feu du site.

Constats :

Suite à la précédente inspection, de nombreux échanges ont eu lieu ; l'exploitant a bien transmis :

- les plans des réseaux aqueux mis à jour et qui répondent à l'attendu ;
- le rapport de contrôle par caméra des réseaux enterrés qui a conduit à relever des défauts nécessitant des réparations ; les réparations ont été effectuées en totalité (l'exploitant a transmis un DOE pour le justifier) ;
- les justificatifs attestant de la réalisation d'un curage des réseaux aqueux du site avant la réalisation des contrôles par caméra de ces derniers ;
- la justification de l'intégrité du contrôle de la garde hydraulique des regards coupe-feu du site.

Ces éléments permettent de solder les demandes formulées à l'issue de la précédente inspection.

Aussi lors de la visite des installations, il a été constaté par sondage que les regards coupe-feu en aval du PCC et celui en amont du déshuileur de site, avait une garde hydraulique suffisante (les coudes plongeurs étaient immergés).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 55
Thème(s) : Risques chroniques, conformité
Prescription contrôlée : Constat lors de la VI 2025 : Les analyses de la qualité des eaux souterraines sont effectuées deux fois par an ; pour 2024, cela a été réalisé en mai et novembre 2024. L'établissement est composé de 6 piézomètres. Plusieurs paramètres sont analysés dont les hydrocarbures totaux (C10 à C40). Pour les analyses supra, globalement les mesures démontrent des teneurs en HCT < 50 µg/l à l'exception des PZ 5 et 7 pour les analyses de novembre 2024 où les teneurs respectives suivantes ont été mesurées 92 et 100 µg/l. Par contre, l'aspect de l'eau prélevée est indiquée comme « odorante » pour les PZ 5 et 7 tant pour les analyses de mai et novembre 2024. Les rapports ne sont pas interprétés et exploités. Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de fournir des rapports avec des interprétations des analyses des eaux souterraines en fonction du positionnement hydraulique des ouvrages piézométriques. L'exploitant justifiera également pourquoi le PZ2 ne fait pas l'objet d'analyse de la qualité des eaux souterraines.
Constats : À la suite de l'inspection, l'exploitant a bien justifié que le PZ2 était sorti du dispositif de suivi de la qualité des eaux souterraines ; ce point a été repris dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 29/09/2025 détaillant le réseau piézométrique de surveillance du site ainsi que les paramètres à suivre. Aussi afin de répondre à la demande formulée lors de l'inspection de 2025, l'exploitant transmet désormais des rapports commentés et interprétés de la qualité des eaux souterraines mesurées lors des campagnes semestrielles. En outre s'agissant de la campagne de novembre 2025, les conclusions sur les eaux souterraines sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none">- hydrocarbures totaux mesurés dans les ouvrages sur site (PZ5 et PZ7) en concentration faible : à noter que depuis 2011, le suivi piézométrique (à l'exception du point PZ5 au S1 2019), tous les ouvrages ont présenté des concentrations en hydrocarbures totaux inférieures à 1 mg/l ;- odeur dans les ouvrages PZ5 et PZ7 ;- turbidité des eaux (sans irisations apparentes) dans les ouvrages PZ1, PZ2, PZ4 et PZ7, probablement lié à la nature des sols au droit des piézomètres concernés. Concernant le volet odeur, le rapport indique que « les piézomètres PZ5 et PZ7 présentent une odeur, celle-ci peut être liée à la pollution historique du site, à noter qu'un faible marquage en hydrocarbure est uniquement observé dans ces mêmes ouvrages ». Les éléments supra n'appellent pas de commentaires de la part de l'inspection. Les niveaux de concentration en hydrocarbures sont stables dans le temps et ne sont pas associés à des niveaux pouvant induire une problématique de pollution et/ou de risque sanitaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Analyse PFAS/AOF eaux de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4																																				
Thème(s) : Risques chroniques, conformité																																				
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise chaque mois, sur trois mois consécutifs, une campagne d'analyses des substances PFAS, telle que prévue à l'article 3, à partir d'échantillons prélevés selon les conditions fixées au I.																																				
Constats : Compte tenu de l'utilisation d'émulseurs fluorés sur site lors d'exercices ou de tests jusqu'en novembre 2024, l'exploitant avait, suite à la demande de l'inspection, fait réaliser des mesures en PFAS / AOF suivant 3 campagnes consécutives (réalisées en février, mars et avril 2024). Ces campagnes ont permis de relever une présence de PFAS avec 5 molécules identifiées (PFHpA/PFHxA/PFOA/PFOS/PFPeA) - voir impression d'écran ci-dessous. <table><tr><th colspan="2">6 février *</th><th colspan="2">8 mars *</th><th colspan="2">10 avril</th></tr><tr><td>PFHpA</td><td>(0.14 µg/l)</td><td>PFHpA</td><td>(0.14 µg/l)</td><td>PFHpA</td><td>(0.12 µg/l)</td></tr><tr><td>PFHxA</td><td>(0.28 µg/l)</td><td>PFHxA</td><td>(0.26 µg/l)</td><td>PFHxA</td><td>(0.23 µg/l)</td></tr><tr><td>PFOA</td><td>(0.79 µg/l)</td><td>PFOA</td><td>(1.20 µg/l)</td><td>PFOA</td><td>(0.68 µg/l)</td></tr><tr><td>PFOS</td><td>(0.37 µg/l)</td><td>PFOS</td><td>(0.36 µg/l)</td><td>PFOS</td><td>(0.30 µg/l)</td></tr><tr><td>PFPeA</td><td>(0.18 µg/l)</td><td>PFPeA</td><td>(0.15 µg/l)</td><td>PFPeA</td><td>(0.14 µg/l)</td></tr></table> <p><small>*Déclenchement de la DCI le 2 février et le 7 mars 2024 (contrôle inopiné), traces d'émulseur présentes bien que la vanne de la cuve émulseur ait été fermée avant l'exercice.</small></p> <p>De plus pour ces 3 campagnes, des mesures en AOF entre 24 et 26 µg/l ont été relevées ; ce qui est considéré comme notable.</p> <p>En action de suites pour y remédier, l'exploitant a remplacé les émulseurs fluorés du site (y compris la cuve les contenant) en novembre 2024 par des émulseurs non fluorés.</p> <p>Par courrier du 14/03/2025, l'exploitant s'était engagé à «réaliser d'ici novembre 2025 une campagne de détection des PFAS [...] et cette campagne permettra notamment d'observer une diminution de la concentration de ces molécules. À cette occasion, une analyse du « bruit de fond » sera réalisée (contamination éventuelle de l'eau de ville utilisée sur le dépôt) ».</p> <p>Dans le rapport d'analyse des eaux de surface transmis pour la campagne de novembre 2025, il est indiqué « qu'une analyse des PFAS post substitution d'émulseur a été réalisée le 21/11/2025 ». Le rapport d'analyse a été présenté et celui-ci indique une augmentation de la valeur de certains paramètres, dont les AOF par rapport aux résultats des précédentes analyses. Pour les prélèvements faits dans le séparateur, il a été observé une concentration à 26 µg/l au maximum lors des 3 campagnes de 2024, contre 170 µg/l pour celle de novembre 2025.</p> <p><i>Nota : l'analyse réalisée sur l'eau du réseau de ville (utilisée dans les réserves incendie) a révélé une teneur en AOF de 2,1 µg/l.</i></p> <p>L'exploitant ne sait pas expliquer l'origine de cette augmentation dans la mesure où « la substitution des émulseurs aurait logiquement dû conduire à un résultat différent. L'hypothèse pouvant expliquer augmentation serait que les travaux sur les réseaux enterrés et leur curage qui auraient remobilisé des sédiments contaminés [aux fluorés organiques] » (extrait ducourriel exploitant du 20/02/2026).</p>	6 février *		8 mars *		10 avril		PFHpA	(0.14 µg/l)	PFHpA	(0.14 µg/l)	PFHpA	(0.12 µg/l)	PFHxA	(0.28 µg/l)	PFHxA	(0.26 µg/l)	PFHxA	(0.23 µg/l)	PFOA	(0.79 µg/l)	PFOA	(1.20 µg/l)	PFOA	(0.68 µg/l)	PFOS	(0.37 µg/l)	PFOS	(0.36 µg/l)	PFOS	(0.30 µg/l)	PFPeA	(0.18 µg/l)	PFPeA	(0.15 µg/l)	PFPeA	(0.14 µg/l)
6 février *		8 mars *		10 avril																																
PFHpA	(0.14 µg/l)	PFHpA	(0.14 µg/l)	PFHpA	(0.12 µg/l)																															
PFHxA	(0.28 µg/l)	PFHxA	(0.26 µg/l)	PFHxA	(0.23 µg/l)																															
PFOA	(0.79 µg/l)	PFOA	(1.20 µg/l)	PFOA	(0.68 µg/l)																															
PFOS	(0.37 µg/l)	PFOS	(0.36 µg/l)	PFOS	(0.30 µg/l)																															
PFPeA	(0.18 µg/l)	PFPeA	(0.15 µg/l)	PFPeA	(0.14 µg/l)																															

Au regard de ce constat, il apparaît nécessaire de procéder à de nouvelles investigations complètes en PFAS / AOF dans les eaux de surface du site ainsi que dans les eaux souterraines.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois , de procéder à de nouvelles analyses en PFAS / AOF des eaux de surface ainsi qu'à deux campagnes (hautes et basses eaux) de mesure de ces mêmes paramètres dans l'ensemble des ouvrages piézométriques du site pour observer le cas échéant, une éventuelle contamination des eaux souterraines. Les résultats des analyses de 2025, ainsi que ceux des prochaines campagnes dans les eaux de surface, doivent être saisis dans GIDAF.

En fonction des résultats observés dans les eaux souterraines et la persistance d'un marquage en PFAS / AOF dans les eaux de surface, des investigations complémentaires pourront être à diligenter en termes de diagnostics de l'état du sol et du sous-sol. Par ailleurs, un plan d'actions visant à réduire les émissions de PFAS devra être mis en place, la suppression étant recherchée autant que possible, et à défaut, la réduction maximale des émissions devra être poursuivie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/12/2006, article 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Constat lors de la VI 2025 :

Les installations électriques du dépôt sont vérifiées annuellement. Le dernier contrôle a été effectué par DEKRA le 03/12/2024.

Toutes les installations électriques n'ont pas été vérifiées au regard des éléments du rapport :

«- Examen des éléments internes des cellules haute tension d'arrivées distribution publique non réalisé en l'absence d'autorisation du distributeur d'énergie ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination).

- Examen des éléments internes des cellules haute tension du client non réalisé en l'absence d'autorisation de coupure ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination)

- Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité »

Le certificat Q18 consigne que le plan des zones à risque, le DRPCE ont bien été communiqués au contrôleur. Aucune non-conformité électrique n'a été observée lors du contrôle. En revanche, le certificat Q18 précise qu'une vérification complète des installations a été réalisée ; ce qui est en contradiction avec les informations supra consignées dans le rapport de vérification DEKRA.

L'exploitant a indiqué que ces contrôles non réalisés n'ont pas été effectués depuis lors.

Le certificat Q18 précise qu'une coupure générale a été autorisée et réalisée lors du contrôle ; cela

veut donc dire que le dispositif « permettant d'obtenir l'arrêt total de la distribution de carburant » a été testé (pour rappel, l'AP prévoit que « un essai du bon fonctionnement du dispositif de coupure générale sera réalisé au moins une fois par an. »). Selon l'exploitant, c'est bien le cas mais le rapport de contrôle des installations électriques ne le consigne pas. Par contre, l'exploitant réalise un contrôle interne trimestriel des « arrêts d'urgence » l'intégrant (voir précision ci-dessous).

Le dernier contrôle des arrêts d'urgence date du 30/12/2024 et a permis de vérifier les items suivants :

- vérification de la fermeture des vannes de sécurité au poste chargement camion ;
- vérification de la fermeture des clapets pieds de bacs ;
- vérification de l'arrêt des pompes produits de transfert.

Les essais internes trimestriels internes permettent de montrer le caractère fonctionnel de l'arrêt de la distribution / mouvement de carburants en cas d'actionnement de l'arrêt d'urgence.

Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :

- réaliser les vérifications des installations électriques non vérifiées en décembre 2024 et de transmettre les éléments à l'inspection ;
- justifier que la vérification de l'arrêt total de distribution de carburant est bien effectuée lors du contrôle annuel des installations électriques. À défaut, il convient d'en programmer un rapidement.

Constats :

Après plusieurs échanges avec l'exploitant, il a été confirmé que les contrôles complémentaires des installations non vérifiées en 2024 et que les vérifications de l'arrêt de l'alimentation en carburant, avaient été menés.

En outre, l'exploitant a transmis :

- le certificat Q18 du contrôle réalisé le 23/09/25 qui indique une vérification complète des installations électriques qui ne peuvent pas, après contrôle, entraîner de risques d'incendie et d'explosion. Le Q18 étaye également qu'une coupure électrique a été réalisée et dans ce cadre, il a bien été relevé, aux dires de l'exploitant, l'arrêt de l'alimentation en carburant ;
- le rapport de contrôle en découlant réalisé par DEKRA, qui consigne également que la vérification a porté sur « l'ensemble des installations électriques de l'établissement ». Aucune non-conformité n'est listée dans le rapport.

L'exploitant précise avoir passé un contrat annuel avec la société BRUNET pour procéder à des opérations de maintenance du transformateur HT et de ses cellules. A cette occasion, des essais de coupure sont réalisés.

Ces éléments permettent de solder les demandes formulées à l'issue de la précédente inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Vérification des protections foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article III
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Etudes foudre + vérifications périodiques annuelles des protections foudre
Constats : <p>Les installations foudre sont vérifiées. La dernière vérification annuelle a été réalisée par DEKRA le 13/11/2025. En outre, le rapport examiné conclut que « l'installation est maintenue conforme et en état cependant absence du dossier technique DOE ». Aucune anomalie n'est relevée par le contrôleur.</p> <p>Toutefois, l'inspection relève lors de l'examen du rapport que :</p> <ul style="list-style-type: none">- toutes les protections foudre n'ont pas été vérifiées : « absence de vérification de la conformité des composants installés (notamment les dispositifs de capture), faute des fiches techniques nécessaires » ;- « les documents disponibles ne permettant pas une vérification exhaustive » ; en outre, le « plan des volumes et zones couvertes par l'installation de protection » contre les effets directs de la foudre n'a pas été présenté => cette situation peut induire que les rayons de protection des paratonnerres ne sont peut être pas suffisants ;- la notice de vérification / de maintenance est à mettre à jour selon l'organisme de contrôle pour les motifs suivants : « suite aux modifications liées aux contraintes d'installation / Absence de listes des composants de protection à vérifier / Absence de plan d'implantation des composants de protection » ;- le dispositif de capture en place est un ancien paratonnerre « ce modèle de PDA n'est pas testable, ce qui constitue une non-conformité ». <p>L'exploitant précise que le paratonnerre du site n'est pas pertinent pour la protection foudre car les bacs et les installations sont auto-protégées. L'exploitant souhaite le conserver car ce dernier est en un point fixe permettant de protéger le mât de la sirène PPI du site.</p> <p>Afin de justifier la nécessité de renforcer ou non les protections contre les effets directs de la foudre ; il a été indiqué que les études foudre vont être mises à jour d'ici la fin de l'année 2026.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant, sous six mois, de mettre à jour les études foudre (ARF et ETF) du dépôt et de démontrer l'acceptabilité des protections foudre existantes. Dans la négative, l'exploitant propose un échéancier de travaux pour la réalisation des travaux foudre complémentaires.</p> <p>La mise à jour des études foudre doit également permettre d'actualiser la documentation technique disponible (DOE...) des protections foudre présentes sur site ainsi que les notices de maintenance et de vérification.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 11 : Utilités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. ... Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.
Constats : Le site possède un groupe électrogène permettant la continuité de l'alimentation électrique de l'ensemble des éléments présents sur le site y compris des MMR du site. Il a une puissance de 165 kVA et une autonomie de 48 heures aux 3 quarts de sa charge (réservoir 1600L.). Il est assisté d'un onduleur pour permettre le maintien du circuit de commande électrique assurant ainsi le redémarrage de toutes les installations une fois le groupe démarré. À noter qu'une alarme technique sera transmise à l'exploitant en cas de détection de perte d'utilité. Afin de justifier du maintien dans le temps du caractère fonctionnel du groupe, l'exploitant a présenté : - le rapport de vérification de février 2026 réalisée sur le groupe par la société ATEP : aucune anomalie n'est relevée et la conclusion est la suivante : « le groupe est fonctionnel » ; - les comptes-rendus de vérifications mensuelles entre août et décembre 2025 réalisées par l'exploitant ; aucune anomalie n'y est consignée. Ces essais mensuels permettant de vérifier le bon démarrage du groupe avec des tests en charge et des basculements de l'inverseur (changement de sources : passage de l'alimentation électrique principale (transformateur) sur le groupe électrogène). L'exploitant a également présenté le contrôle interne réalisé le 30/01/2026 ne consignant aucune anomalie. Enfin, la gestion des pertes d'utilités électriques est assurée par un corpus de procédure dont une annexe spécifique (annexe 5) présente dans le POI « mode dégradée perte totale d'alimentation électrique ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : MMR – sondes NTH bacs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
Prescription contrôlée : Point 5 de l'article 7 : Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont

menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.

Respect des dispositions de l'EDD en termes de descriptif, vérification, de suivi, de bon fonctionnement des asservissements de la MMR « jaugeur automatique de réservoir » :

- Contacteur de niveau avec flexible magnétique. Seuil réglé pour disposer de 3 à 5 min avant le déclenchement du NTH.

Le niveau très haut (NTH) active une alarme sonore et visuelle en salle de contrôle.

- temps de réponse : quelques millisecondes ;
- testabilité : Oui ;
- inspection et maintenance : contrôle mensuel en interne.

Constats :

Les sondes NTH des bacs du dépôt sont contrôlées mensuellement ; les contrôles analysés par sondage ont concerné ceux effectués aux dates suivantes : 29/08, 30/09, 30/10, 28/11/2025, 05/01 (glissement du contrôle de décembre) et du 30/01/2026. Les périodicités sont globalement respectées.

Les comptes-rendus de vérification font état d'un contrôle des « alarmes de niveau haut bacs » et concluent que la vérification du « déclenchement de l'alarme sonore et visuelle (vue ordinateur) » a été faite sans anomalies à consigner.

Aussi lors de la visite des installations, un test de l'effectivité des reports visuels et sonore par déclenchement d'une des sondes NTH du bac 7 a été réalisé. Les reports visuel et sonore ont bien été perçus par l'inspection. L'essai s'est avéré concluant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : MMR – vanne fusible sécurité positive pied de bac

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Point 5 de l'article 7 :

Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.

Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.

Respect des dispositions de l'EDD en termes de descriptif, vérification, de suivi, de bon fonctionnement des asservissements de la MMR « vanne pied de bac » :

- capteur placé sur les vannes de sortie de chaque bac . Fusible (température de fusion 103°C)
- temps de réponse : quelques secondes ;

<ul style="list-style-type: none"> - testabilité : sans objet test à la conception ; - inspection et maintenance : « maintenance mensuelle conformément aux préconisations fournisseurs »
<p>Constats :</p> <p>Les vannes fusibles sécurité pieds de bacs font bien l'objet de contrôles réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mensuellement en interne ; par sondage, les contrôles successifs des 26/09, 31/10 et 28/11, 31/12/2025 et 30/01/2026 ont été analysés par l'inspection. Aucune anomalie n'a été constatée à cet effet (au regard des vérifications faites : « vérification du fusible », « vérification absence de fuite » et « vérification de la fermeture des clapets avec l'AU »). - annuellement par la société BURACCO. Les contrôles des mois de novembre 2024 et octobre 2025 ont fait l'objet de rapports analysés par l'inspection. Aucune anomalie n'est consignée et les vérifications ont bien permis de relever que la fermeture des vannes est bien vérifiée avec le retrait du fusible et par manque de courant électrique. En conclusion et pour chacun des bacs, BURACCO conclut que « le fonctionnement des clapets et système de sécurité » est certifié. De plus, les rapports de contrôle font état d'un changement de fusible à chaque contrôle et il est conclu « conforme » à l'item « changement de fusible » sans pour autant détailler les caractéristiques de fonte des nouveaux fusibles (plage de température attendue de 103 °C selon l'EDD). <p>L'inspection relève que les périodicités de contrôle de cette MMR sont bien respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier que les fusibles thermiques remplacés chaque année au niveau des vannes / clapets de pieds de bacs ont bien les caractéristiques requises (plage de température de fusion de 103 °C). La justification devra être donnée pour l'ensemble des bacs de stockage de carburants du site.</p> <p>De plus, l'exploitant fait évoluer la trame de contrôle annuel de vérification desdites vannes de pieds de bacs en intégrant l'attendu en matière de plage de température de fusion des thermofusibles.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 14 : MMR – détection liquide HCT

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 5 de l'article 7 :</p> <p>Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées.</p>

<p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Respect des dispositions de l'EDD en termes de descriptif, vérification, de suivi, de bon fonctionnement des asservissements de la MMR « détecteur d'hydrocarbure liquide » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - capteur placé dans la cuvette de rétention en point bas. Il s'agit d'un flotteur générant un contact sec fermé au niveau haut avec lancement d'une alarme reportée en SdC et au niveau de la société de télésurveillance. Le seuil de détection est de l'ordre du centimètre - temps de réponse : quelques millisecondes ; - testabilité : toute la chaîne, 4 fois par an ; - inspection et maintenance : « conformément aux préconisations fournisseurs »
<p>Constats :</p> <p>La détection HCT en cuvette fait l'objet de contrôles réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - annuellement par la société LARCO. Les contrôles des mois de juin 2024 et 2025 ont fait l'objet de rapports analysés par l'inspection. Aucune anomalie n'est consignée et les vérifications ont bien permis de relever que les alarmes de reports (sonore - klaxon et visuelle - voyant salle de contrôle) et l'asservissement conduisant à la fermeture de la vanne du décanteur, ont été fonctionnels. En conclusion, LARCO précise que le « système est en état de fonctionnement » ; - trimestriellement en interne ; par sondage, les contrôles des 30/12/2024, 28/03/2025, 27/06/2025, 26/09/2025 et 31/12/2025 ont été analysés par l'inspection. Les reports d'alarmes « vers les bureaux et le transmetteur téléphonique » et la « vérification de la fermeture de la vanne motorisée du décanteur » sont contrôlés. Aucune anomalie n'a été constatée à cet effet. <p>Les périodicités de contrôles internes et externes sont respectées pour cette MMR.</p> <p>Aussi lors de la visite des installations, un test de l'effectivité des reports visuel et sonore par déclenchement d'une des sondes de détection liquide du bac 7 a été réalisé. Les reports visuel et sonore ont bien été perçus par l'inspection. L'essai s'est avéré concluant. La télésurveillance Sécuritas a également pris contact avec l'exploitant suite à la détection liquide simulée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : PM2I – recensement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Section I
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Recensement des installations concernées par le PM2I (rétentions, ouvrages maçonnés, tuyauteries, racks, bacs...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que l'exploitant disposait du recensement des installations concernées par le PM2I :</p> <ul style="list-style-type: none"> - tous les bacs de stockage de carburants : 1 à 7

<ul style="list-style-type: none"> - cuvette de rétention 1 (sous cuvette bac 1 + sous cuvette bac 2) - cuvette de rétention 2 (sous cuvette bac 3 + sous cuvette bac 4 & 5) - cuvette de rétention 3 (sous cuvette bac 6 + sous cuvette bac 7) - cuvette de rétention cuve additif/colorants - rétention PCC - tuyauteries - rack tuyauteries <p>Ces éléments n'appellent pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : PM2I – état initial (bac 7)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial du réservoir à partir du dossier d'origine ou reconstitué du réservoir, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur le réservoir (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état initial du réservoir n° 7 a été réalisé par la société TesTex en 2011. Tous les items requis dans l'article supra ont été investigués pour établir ledit état initial dont la réalisation de mesures d'épaisseurs pour établir un état zéro au niveau du pied du réservoir, des piquages internes et externes, des tôles, des piquages du toit flottant, des viroles...</p> <p>L'état initial suggère quelques recommandations tout de même :</p> <ul style="list-style-type: none"> - événements de respiration : présence d'un seul événement de 8" insuffisant pour un réservoir d'une telle capacité : « il est recommandé de procéder à une étude de dimensionnement concernant la ventilation du bac » ; - « à partir des épaisseurs mesurées, la stabilité aux charges de vent et de pression intérieure négative d'étude, n'est pas garantie au regard des épaisseurs nominales de construction » : « un anneau raidisseur doit être placé à 1,55 m en dessous de la soudure V6/V5 » <p>Dans le suivi des travaux réalisés, en octobre 2013, dans le dossier de l'étude RBI de 2022 (voir pdc infra), il est indiqué que les travaux suivants ont été menés en 2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « mise en place d'une cornière raidisseuse ; - mise en œuvre de 4 événements de secours ». <p>Ces actions permettent de répondre aux recommandations formulées.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspecteur s'est rendu sur le toit du bac 7 et a bien constaté la présence des 4 événements de secours sus-cités.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, conformité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ; - à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Cette inspection comprend a minima : <ul style="list-style-type: none"> a) une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (tuyauterie, évent éventuel, etc.) ; b) une inspection visuelle de l'assise ; c) une inspection de la soudure robe fond ; d) un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ; e) une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ; f) une inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu. <p>Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Cette échéance est également compatible avec les échéances de maintenance des accessoires présents sur le réservoir lorsque ces opérations de maintenance sont nécessaires pour garantir l'intégrité du réservoir ou son exploitation de manière sûre.</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans comprenant : <ul style="list-style-type: none"> a) l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ; b) une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ; c) des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion ; d) un contrôle interne des soudures. Seront a minima vérifiées la soudure robe fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe.
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté plusieurs rapports de vérifications périodiques du bac 7.</p> <p>1) inspection hors exploitation détaillée - visite décennale : la société TesTex a réalisé cette inspection et les rapports ont été consultés. Cette inspection a eu lieu en 2013. Tous les items réglementaires ont bien été abordés.</p> <p>Il est observé notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de nombreux cratères de corrosion au niveau des tôles annulaires, tôles de fond soudées à recouvrement à des profondeurs maxi de 7 mm (perforations) (« action corrective : Procéder au rechargement par soudure des cratères isolés ») ; - des manques de matière/corrosion ont été détectés sur la soudure robe / fond interne (« action corrective : procéder au rechargement des zones défectueuses »).

L'organisme conclut que « pour avoir 2,50 mm d'épaisseur résiduelle pendant dix ans, et si un revêtement est posé sur les tôles de fond, il faut que les tôles de fond fassent aujourd'hui au minimum 2,50 mm, il faut donc recharger par soudure les cratères de corrosion de profondeur \geq 5,50 mm ».

Pour répondre à ces observations, l'exploitant a réalisé en octobre 2013, les travaux suivants : « Mise en place de 6 patchs sur le fond et reprise soudure sur cordon d'angle et soudure du pot de purge. CND associé ».

Aussi, une étude RBI (inspection basée sur la criticité) a été réalisée et a fait l'objet d'un rapport en 2022 (société PCAN). Après plusieurs échanges avec l'inspection, il a été indiqué à l'exploitant que l'étude présentée n'appelle plus de remarques (mail du 13/11/2023). L'étude RBI précise dans ses conclusions, que le report d'échéance de l'inspection décennale ne devra pas être supérieur à 14,84 ans (à partir de la date de la dernière inspection hors exploitation). L'inspection décennale du bac n°7 sera donc à réaliser au plus tard à la date du 05/08/2028.

2) inspection externe détaillée - visite quinquennale : la société SCOPEPO a réalisé en 2016 cette inspection. Les items abordés dans le rapport sont conformes à ceux listés dans l'article supra. Quelques défauts mineurs (présence de mousses, quelques zones corrodées au niveau de piquages) sont observés.

3) inspection externe détaillée - visite quinquennale : la société GATS a réalisé en 2021 cette inspection. Les items contrôlés sont conformes aux prescriptions. Quelques défauts mineurs (fissures du solin d'assise, revêtement béton et joint au niveau de la dépassée dégradés, quelques zones dégradées par de la corrosion). La prochaine inspection quinquennale aura lieu en 2026.

4) inspection de routine annuelle : la vérification a été réalisée en interne le 18/11/2025. La trame reprend les attendus de la réglementation. Plusieurs observations sont consignées n'ayant pas d'impact : quelques fissures sur le solin, joint de passage de tuyauterie à rénover, écaillage de la peinture de finition à quelques endroits au niveau de la projection externe du fond, présence de quelques dégradations ponctuelles de revêtement des trous d'homme avec oxydation, ...).

L'exploitant a indiqué que les travaux issus de la visite de routine de 2025 seront effectués à l'issue de la visite quinquennale du bac 7 prévue en 2026.

Demande d'actions correctives :

À l'issue des inspections périodiques, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour lever les défauts identifiés.

L'exploitant doit s'assurer que l'inspection externe détaillée du bac 7 en 2026 permette de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

L'exploitant justifie de la correction de l'ensemble des anomalies affectant le bac 7.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 43-7

Thème(s) : Risques accidentels, conformité

Prescription contrôlée :

Disposition applicable au 01/01/2026 :

En complément des moyens de lutte contre l'incendie évalués en application des dispositions des articles 43-2, 43-3 et 43-4 du présent arrêté, l'exploitant dispose de ressources et réserve en eau et émulseurs supplémentaires équivalents à 20 % de ces moyens.

Ces ressources complémentaires peuvent provenir en tout ou partie de moyens mobilisables en temps utile par l'application de protocoles d'aide mutuelle ou des conventions.

Les protocoles d'aide mutuelle ou convention sont établies dans les conditions du I. de l'article 43-3-1.

Par ailleurs, en complément de la stratégie incendie prévue à l'article 43-1, sont étudiées les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation de l'incendie au-delà de 3 heures, ou le cas échéant, au-delà de la durée nécessaire à l'extinction de l'incendie. Ces modalités peuvent s'appuyer sur l'utilisation des moyens propres au site, y compris par recyclage, ou d'autres moyens privés ou publics. Le cas échéant, les délais de mise en application des solutions retenues sont précisés. Si nécessaire, les modalités d'utilisation et celles d'information du ou des gestionnaires sont précisées. Dans le cas d'un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, les conditions techniques et modalités prévues sont explicitées. Ce complément est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

1) Concernant le premier point en lien avec les ressources supplémentaires équivalents à 20 %, il s'avère que chaque scénario incendie du site a une réponse opérationnelle sur mesure (Chapitre 4.2 du POI) en ce qui concerne les moyens mis en œuvre. Pour les besoins en eau, en émulseurs, ils sont dimensionnés vis-à-vis du scénario majorant (Feu Cuvette Bac 7) avec prise en compte des 20% supplémentaire conformément à l'article 43-7.

Les ressources en eau et en émulseur présentes sur site sont majorées et permettent amplement de disposer de la ressource attendue majorée de 20 % (l'exploitant dispose sur site de 1400 m³ d'eau et de 15 m³ d'émulseur).

Un extrait du POI ci-dessous précise les besoins minimums en eau et en émulseur, majorés des 20 % imposés par l'AM :

Détermination de la quantité globale d'eau et émulseur devant être disponible sur le dépôt
(majoration de 20%)

SCENARIO	Consommations Incendie		+20% GESIP	
	Eau (en m ³)	Emulseur (en m ³)	Eau (en m ³)	Emulseur (en m ³)
Feu Cuvette Bac 7	328,208	7,992	393,8	9,6
Feu Cuvette Bac 6	274,824	5,976	329,8	7,2
Feu Cuvette N°1 (Bacs 1 & 2)	291,284	6,516	349,5	7,8
Feu Cuvette N°2 (Bacs 3, 4 & 5)	281,644	7,356	338,0	8,8
Feu Bac 7	207,2	4,2	248,6	5,0
Feu Bac 6	167,04	2,16	200,4	2,6
Feu Bacs 1 & 2	155,44	0,96	186,5	1,2
Feu Bacs 3, 4 & 5	125,64	0,96	150,8	1,2
Feu PCC	48,5	1,5	58,2	1,8

Le scénario majorant pour les besoins en eau et en émulseur est le feu de la cuvette du bac 7 avec 393,8 m³ d'eau et 9,6 m³ d'émulseur.

<p>2) Concernant les temps en lien avec la stratégie d'extinction, l'exploitant rappelle que la temporalité de l'intervention est indiquée au chapitre 4.1 « Stratégie d'intervention » du POI. L'extinction est atteinte en 35 minutes maximum, soit 15 minutes pour la détection et le lancement des moyens incendie et 20 minutes d'extinction et de protection. Le feu étant éteint, la phase concourant à l'entretien du tapis mousse d'une heure est exclue.</p> <p>Aussi dans le cas où l'incendie viendrait à être prolongé au-delà des délais réglementaires, la réalimentation des réserves incendie du site se fait par le réseau d'eau de ville via une canalisation DN 40 sous 1,5 bar (débit de réalimentation 100 m³/h). Le SDIS 86 peut également réalimenter la réserve incendie de deux manières, l'utilisation de l'hydrant à proximité immédiate du site ou par l'eau du Clain via des engins pompes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Mise à la terre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 42</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée : Les équipements métalliques (réservoirs, cuves et tuyauteries) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la catégorie des liquides contenus ou véhiculés.</p> <p>Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques sont reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise ou un réseau de terre. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.</p>
<p>Constats : Lors de la visite des installations et par sondage, l'inspection a bien constaté la présence d'une prise de terre pour les camions au niveau du PCC, d'une mise à la terre du groupe électrogène principal du site et de tresses de mise à la terre au niveau du bac 7.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Matériels utilisables en zone ATEX

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48 et 65</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, conformité</p>
<p>Prescription contrôlée : Article 48 : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>Article 65 : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions du articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils</p>

et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien identifié les zones ATEX de son établissement. Un plan des zones ATEX est bien présenté dans le DRPCE de son établissement. Une version du DRPCE datant de novembre 2019 a été consulté par l'inspection.</p> <p>Les zones ATEX retenues sur site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des réservoirs de carburants ainsi que les séparateurs à hydrocarbures du site ; - le PCC a été retenu, par précaution par l'exploitant. <p>Le DRPCE observe que les mesures « techniques et organisationnelles en place sont suffisantes pour assurer la maîtrise du risque d'explosion » et recommande « de s'assurer de la conformité du matériel en place dans les zones ATEX (réalisation d'un audit de conformité) ».</p> <p>Pour répondre à cette recommandation, l'exploitant a diligenté un audit pour vérifier l'adéquation des matériels par rapport aux classements des zones à risque d'explosion où ils sont implantés. DEKRA a réalisé cette mission le 22/06/2022. Cet audit a permis de relever plusieurs remarques, non-conformités à lever (environ 70) pour conclure à la conformité des matériels situés en zone ATEX. En effet, il est relevé par exemple que des tresses ne sont pas raccordées à la terre, des conformités ATEX sont à justifier, des matériels (enrouleurs de terre, pinces de terre...) doivent être modifiés pour être certifiés ATEX...</p> <p>L'exploitant a répondu à l'ensemble des observations de DEKRA et a présenté le fichier de réponse à chacune des observations à l'inspection (photographies notamment à l'appui). Au vu de l'examen mené par sondage par l'inspecteur, il ne semble plus substituer aucune non-conformité ATEX.</p> <p>Par sondage afin de s'assurer que les réponses apportées sont bien satisfaisantes, l'inspecteur a procédé sur le terrain à certaines vérifications ; la sonde NTH Emerson du bac 7 dispose bien d'une plaque signalétique indiquant la conformité ATEX du matériel.</p> <p>En revanche, la vanne motorisée du décanteur ne disposait pas d'une plaque justifiant de la conformité ATEX du matériel (la documentation technique disponible sur site n'a pas permis de confirmer cette conformité).</p> <p>Enfin lors de la visite des installations, il a été relevé qu'aucun pictogramme « Ex » n'était présent sur les installations concernées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'apposer les pictogrammes « Ex » au niveau de l'ensemble des zones ATEX de l'établissement ; - de justifier que la vanne motorisée du décanteur du site est bien certifiée ATEX. <p>Enfin, il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de faire passer un organisme compétent pour valider les actions correctives prises en 2022 suite à l'audit d'adéquation et justifier de l'absence de non-conformités résiduelles sur des matériels situés en zone ATEX.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois